



Comment faire face à l'offensive ultra-réactionnaire du gouvernement Chirac-Raffarin, du Medef

Chirac dirige une offensive brutale sur tous les fronts contre les travailleurs

Le gouvernement UMP, Chirac - « parrain » de Juppé – à la baguette, frappe les couches populaires avec une férocité débridée depuis sa « réforme » des retraites du printemps dernier. En ce début d'année des centaines de milliers de familles basculent vers la misère en étant exclue de l'assurance-chômage, vers un RMI lui-même menacé par ce gouvernement qui baisse sans cesse les impôts des plus riches, et offre cadeau sur cadeau au patronat, comme la récente exonération de la taxe professionnelle.

Baisse continue et du pouvoir d'achat des fonctionnaires, suppressions massives de postes dans tous les secteurs, licenciements par dizaines de milliers, lois liberticides comme la récente loi Perben, tout y passe.

L'Assemblée nationale bleu CRS vient de voter la loi Fillon sur le « dialogue social » qui dynamite les conventions collectives de branche. Elle compte faire voter fin février la loi de « décentralisation », contre les fonctionnaires, contre les services publics. Fabius peut constater: « *Ce gouvernement de droite est en train de réaliser la plus forte régression sociale qu'on ait connu depuis la Libération* » !

Dans ses vœux, Chirac a fixé un cap au gouvernement: en finir sous six mois avec l'assurance-maladie, et réaliser une opération de destruction du droit du travail sous couvert de loi « pour l'emploi ». La satisfaction du Medef est telle qu'il se fixe comme première priorité: « *que ces réformes, que le Gouvernement juge nécessaires, interviennent avant la fin du premier semestre, comme promis* » (Seillière le 20 janvier).

Le Medef se félicite de « l'évolution des syndicats »

Au moment même où le gouvernement se prépare à lancer l'assaut contre l'assurance-maladie et le droit du travail, Seillière se félicitait, à l'occasion de l'assemblée générale du Medef, dans *Les Echos* du 20 janvier que « *La France soit enfin capable de se réformer* ». Voilà pourquoi:

« *Nous voyons bien, nous, l'évolution des syndicats. Au-delà du jeu des apparences, leur compréhension de la situation*

économique et sociale de notre pays est réelle. Tous, sans exception, sont conscients des raideurs de la société française, des risques de ne pas s'engager dans les réformes. »

Voilà qui est parler clair et devrait résonner particulièrement dans l'esprit des travailleurs, les jeunes, qui cherchent les moyens de combattre le gouvernement pour en finir avec cette politique.

Le « diagnostic partagé » sur l'assurance-maladie: une félonie

Comme pour ponctuer les propos de Seillière, deux jours après le congrès du Medef, le Haut Conseil sur l'avenir de l'assurance-maladie, présidé par le nommé Fragonard, rendait un rapport présenté comme « partagé » entre le gouvernement, le Medef, et les dirigeants des confédérations syndicales ouvrières, ainsi que le PS qui participent à ce « Haut Conseil ». Ce « diagnostic partagé » est en réalité un décalque de la contre-réforme des retraites au printemps dernier: il s'agit de faire payer plus les travailleurs, chômeurs, retraités, pour de moindres remboursements, un accès aux soins réduit, ouvrant ainsi un boulevard aux assureurs privés. Il s'agirait, dit le rapport Fragonard, de « responsabiliser » les assurés sociaux. Mais qui est responsable du déficit de l'assurance-maladie? Les dettes cumulées de l'Etat et du patronat atteignent des milliards d'euros. Le patronat bénéficie chaque année de plus de 20 milliards d'exonération de charges, le double du déficit annoncé! Et ce sont les licenciements, le chômage, les bas salaires, qui plombent les comptes.

Au lieu de dire « bas les pattes devant l'assurance-maladie ! » dont les fonds n'appartiennent qu'aux seuls travailleurs salariés, les dirigeants confédéraux en partageant ce « diagnostic », renonceraient par avance à lutter pour augmenter les salaires, arrêter les licenciements.

Ce « diagnostic partagé » ouvre la voie à une contre-réforme qui se fixerait également comme but de mener à son terme le plan Juppé de 1995 en faisant exploser, par voie d'ordonnances, l'organisation actuelle des caisses de Sécurité Sociale. C'est d'ores et déjà ce que prévoit le projet de loi sur la « dépendance » déposé au parlement par le gouvernement. Ce plan prévoit de voler une journée de travail aux salariés (le lundi de pentecôte), et d'affecter une partie des somme ainsi extorquées à une nouvelle caisse « dépendance », décentralisée, gérée par les élus locaux, les associations, etc. S'y conjugue le plan « hôpital 2007 » déjà engagé de « restructuration », de démantèlement et d'étranglement de l'hôpital public.

Sur la base du « consensus » affiché, le gouvernement a annoncé la tenue pour le 9 février d'un sommet sur l'assurance-maladie. Alors pour enrayer la « réforme » destructrice de l'assurance-maladie, les directions syndicales ouvrières CGT, FO, le PS, le PCF ont la responsabilité immédiate de:

- **dénoncer le rapport du Haut Conseil,**
- **boycotter le sommet sur l'assurance-maladie**

et les réunions ultérieures préparant la « réforme ».

Et de se prononcer et combattre pour le retrait du projet de loi « dépendance », l'abrogation du plan hôpital 2007.

« Négociateur » la mise à mort du droit du travail?

C'est avec la même méthode que sur l'assurance-maladie que le gouvernement entend mettre en oeuvre la loi (dite) « pour l'emploi » annoncée par Chirac dans ses vœux. Le 26 janvier, Fillon a annoncé la création de trois groupes de travail associant les directions des centrales syndicales.

Sur quelle base? Essentiellement le rapport de Virville (DRH de Renault, qui vient d'être condamné pour usage abusif (!) de CDD) sur le code du travail.

Or ce rapport propose entre autres de créer des contrats précaires de longue durée, vieille exigence patronale. Il propose d'autoriser le gouvernement, par ordonnances, à « simplifier le code du travail », c'est à dire à l'expurger en catimini de tout ce que les luttes ouvrières y ont fait porter aux crédits des travailleurs, et bien d'autres mesures visant à laisser les mains totalement libres au patronat (individualisation et « allègement » du contrat de travail, liquidation des droits des délégués syndicaux, etc.), dans la

continuité du coup porté aux accords de branche par la loi sur le « dialogue social ». S'y ajouterait le contenu des discussions Medef/syndicats en cours sur les restructurations, que Chirac résumait dans ses vœux: lever la « peur d'embaucher », en clair faciliter les licenciements.

Mais les directions syndicales se sont inscrites dans les groupes de travail constitués par le gouvernement. De leur côté, avec leurs partenaires de l'ex- « gauche plurielle », PS et PCF ont demandé solennellement ... un « *débat national sur l'emploi* »! C'est se situer aux antipodes de ce qui est nécessaire pour, comme ils affirment le vouloir défendre le droit du travail, à savoir de combattre pour que le projet de loi (dit) pour l'emploi, cousu main pour le Medef, ne voie pas le jour, et pour commencer de de refuser toute négociation sur ce projet de loi, de boycotter les groupes de travail mis en place par Fillon.

L'ennemi qu'il faut combattre et vaincre, c'est le gouvernement Chirac-Raffarin

Sept mois après la défaite subie sur les retraites, la volonté de résistance des travailleurs à la politique destructrice du gouvernement Chirac-Raffarin tend à nouveau à se manifester, à Radio-France, dans la Recherche, à la SNCF. Sept mois après, les travailleurs, instruits par la défaite subie sur les retraites, savent qu'aucune position acquise ne peut être défendue sans que ce gouvernement subisse une défaite, sans que son existence soit remise en cause.

Pour cela, il faut en finir avec la poursuite de la collaboration des directions syndicales avec le gouvernement, avec ces journées d'actions disloquées: un jour la SNCF, l'autre EDF-GDF (avec deux manifestations distinctes!), un troisième les hôpitaux, ou, dans l'enseignement public, des actions tournantes (à Grenoble le 20, Limoges le 22, Lille le 30). Mais cette politique n'est pas l'apanage des seules directions syndicales CGT, FO ou

FSU. C'est celle que PS et PCF appliquent au parlement au sujet de loi Chirac-Ferry sur les signes « ostensibles » à l'école. Ce projet de loi de circonstance pour les élections, renvoyant une nouvelle fois aux enseignants la charge de savoir ce qui est « ostensible » ou non, est aussi un projet de loi qui consolide tous les « acquis » de l'Église catholique dans l'enseignement. C'est un projet de loi anti-laïque, une manoeuvre de Chirac, qui devrait être dénoncé comme tel par les députés PS et PCF. Mais ceux-ci cherchent « ostensiblement » un accord avec l'UMP.

Voilà qui donne sa signification aux listes constituées par le PS et le PCF pour les élections régionales de fin mars, dont les bornes sont posées par l'alliance avec diverses formations politiques de la bourgeoisie: faire barrage à la volonté des travailleurs d'exprimer sur leur propre terrain leur volonté de mettre le gouvernement hors d'état de nuire.

Faire valoir les exigences des travailleurs

Mais l'exigence de l'unité de toutes les organisations issues du mouvement ouvrier contre le gouvernement Chirac-Raffarin, l'exigence que les directions syndicales rompent avec lui et le combattent, s'exprime. Ainsi, le congrès de la FSU du Puy-de-dôme s'est prononcé à une écrasante majorité pour une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour le retrait du projet de loi de décentralisation. Ainsi au congrès confédéral de FO, ce 4 février, un délégué de la Métallurgie a déclaré avec l'assentiment de nombreux délégués « *Le congrès doit mandater la future direction confédérale pour qu'elle: rejette totalement le rapport Fragonard; boycotte et appelle au boycott uni du sommet sur l'assurance-maladie du 9 février* »

Ce délégué concluait son intervention ainsi:

« Le congrès devrait lancer un appel clair à toutes les forces (confédérations, fédérations, PS, PCF) dont l'unité peut permettre de mettre un terme à la politique gouvernementale au plus vite, peut permettre de mettre le gouvernement hors d'état de nuire. Le congrès doit proposer, à Bernard Thibault pour la CGT, à Hollande et à Buffet, de constituer un front uni contre le gouvernement Chirac-Raffarin. Ce serait un encouragement formidable dans les combats qui s'annoncent et que notre congrès devrait préparer »

C'est sur cette orientation qu'il est effectivement possible de réunir les conditions du combat victorieux contre le gouvernement Chirac-Raffarin.

Le combat pour le front unique des organisations ouvrières (partis, syndicats) pour combattre, vaincre le gouvernement, mettrait à l'ordre du jour la constitution d'un gouvernement de ces seules organisations, dont les travailleurs exigeraient qu'il satisfasse leurs revendications, telles l'abrogation de l'arsenal législatif du gouvernement Chirac-Raffarin et notamment les lois Fillon, l'arrêt des licenciements, le rattrapage et la garantie du pouvoir d'achat perdu, la création des postes nécessaires, ...

On ne peut assurer le droit au travail, à la santé, à un logement décent, aux études, et continuer les subventions par milliards au patronat, et continuer de payer la dette publique. On ne peut mener une politique répondant aux aspirations des plus larges masses de la population sans rompre avec l'Union Européenne, sans briser la Cinquième République, sans exproprier les capitalistes afin d'organiser la production non plus selon les exigences du profit, mais selon les besoins de la population.

C'est pour une telle politique qu'il faut construire le parti ouvrier révolutionnaire.

Prenez contact!